



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La société civile guinéenne, appuyée par l'Union européenne, présente les recommandations issues de cinq mois de travail technique sur la transition

Conakry, le 23 février 2023

L'Union européenne a une longue histoire d'appui aux acteurs démocratiques, y compris la société civile, en Guinée. L'évènement de cet après-midi à Conakry en est la preuve. 50 représentant-e-s de la société civile guinéenne, sélectionné-e-s en août 2022 lors d'un processus compétitif et inclusif basé sur les compétences, ont présenté à l'Ambassadrice de l'Union européenne en République de Guinée, S.E Madame Jolita PONS, et aux organes de la presse, une sélection des recommandations prioritaires issues de cinq mois de travail, de débats et de renforcement des capacités dont ils ont bénéficié grâce à l'appui de l'Union européenne. Il s'agit ici d'une première contribution de l'Union européenne au processus de retour à l'ordre constitutionnel démocratique pour lequel la société civile a souhaité jouer son rôle de garant et de veille.

Le premier acquis du cadre de dialogue a été rappelé par l'Ambassadrice, S.E Madame Jolita PONS lors de la cérémonie de clôture de la première phase des activités : *« Vous avez su travailler collectivement en surmontant progressivement vos différences ou vos divergences grâce à l'écoute de l'autre et au dialogue. Uni-e-s dans la diversité : c'est aussi la devise de l'Union européenne. Vous êtes aujourd'hui un groupe très soudé, à parité égale entre hommes et femmes. Je vous encourage à préserver la synergie que vous avez su créer au sein du CDS et à partager cette expérience au sein de vos organisations respectives »*.

L'Ambassadrice n'a pas manqué de féliciter le travail accompli par ces représentant-e-s de la société civile : *« La liste de vos recommandations conjointes est impressionnante. Elle se distingue par la qualité des arguments traités et la méticulosité. Il ne s'agit pas pour moi ici de rentrer dans le détail de ces recommandations, elles vous appartiennent et elles seront appréciées par les premiers concernés, à savoir les autorités de la transition »*.

En effet, l'UE organisera un atelier de restitution le mois prochain qui donnera l'occasion aux représentants de la société civile acti-f-ve-s dans le Cadre de dialogue structuré (CDS) de présenter leurs recommandations aux autorités de la transition et aux partenaires internationaux. Cet évènement ouvrira la deuxième phase du mécanisme d'appui à la société civile pendant laquelle des nombreuses actions sont prévues tant à Conakry que dans les autres régions administratives de la Guinée.

Aujourd'hui ne marque donc pas la fin du partenariat entre l'Union européenne et la société civile guinéenne, mais juste la fin d'une étape.

Pour plus d'informations, veuillez contacter les experts :

Tommaso CAPRIOGLIO, Ousmane BALDE et Mamadi 3 KABA

Téléphones : (+224) 629 91 49 11, (+224) 626 96 35 28 et (+224) 622 09 77 33

Courriel : cdsguineetransition@gmail.com



Contexte

- L'Union européenne, partenaire historique de la Guinée, donne depuis mi-2022 à travers le **Mécanisme d'appui à la société civile guinéenne dans le contexte de la transition** un appui à la société civile guinéenne pour renforcer sa participation pendant ce processus de transition politique, afin qu'elle puisse trouver une entente nationale et des solutions concrètes à porter à l'attention des autorités.
- Pour ce faire, un appui technique mené par d'experts nationaux et internationaux a été déployé depuis le mois de juillet 2022. Les experts mandatés ont commencé par l'identification des acteurs de la société civile sélectionnés pour être membres du cadre de dialogue structuré (CDS), qui a enfin été lancé le 30 septembre 2022. Depuis cette date, un espace est mis à la disposition des représentants des 20 organisations et faitières chaque semaine pour se réunir et débattre, sous la conduite d'experts nationaux et internationaux, les questions prioritaires liées à la transition politique de la Guinée, avec un accent fort sur les questions d'égalité de genre et inclusion sociale.
- Le cadre de dialogue a été renforcé par un dispositif de renforcement des capacités qui répondait à une exigence fortement sollicitée par les OSC elles-mêmes. Depuis octobre, les représentants de la société civile ont été formés sur le rôle de la société civile dans un régime démocratique, la réforme du code électoral et l'inscription des électeurs, l'observation électorale et le financement des campagnes électorales, la prévention des violences électorales, l'inclusion sociale et l'égalité de genre, entre autres. Ils ont acquis des compétences très pratiques applicable à leur réalité de travail quotidien. Les formateurs et formatrices nationaux et internationaux ont été mobilisés par l'Union européenne.
- Au cours des cinq mois de dialogue et de formation, plus de 220 recommandations sur 18 sujets relatifs au chronogramme de la transition, à la nouvelle Constitution, à la matière électorale dont en particulier le fichier électoral et l'organe de gestion électoral, aux libertés publiques et droits humains ont été élaborées. Une journée de réflexion a été organisée en début du mois de février pour réexaminer l'ensemble des recommandations. A la fin de ce travail, **50 recommandations** ont été retenues comme prioritaires par les membres du CDS. Ce sont des recommandations aux autorités de la transition, comme le Conseil National de la Transition (CNT), et le Ministère de l'Administration du Territoire et de la décentralisation (MATD). Une sélection de ces recommandations a été présentée aujourd'hui à la presse.
- Ce mécanisme s'insère dans le soutien de l'UE afin de faire progresser la Guinée dans sa transition démocratique. En attendant de pouvoir lancer un programme de plus longue durée en appui au renforcement de la démocratie, des actions ponctuelles en appui aux organisations de la société civile vont continuer au cours des prochains mois.

Pour plus d'informations, veuillez contacter les experts :

Tommaso CAPRIOLIO, Ousmane BALDE et Mamadi 3 KABA

Téléphones : (+224) 629 91 49 11, (+224) 626 96 35 28 et (+224) 622 09 77 33

Courriel : cdsguineetransition@gmail.com